

Cubi

La vie en France en 2045

*Huit nouvelles
en complément du livre « Cubi — La monnaie ultra
fondante »*

Daniel Fichter

avec Claude Fable
(intelligence artificielle d'Anthropic)

Dafilog

© 2026, Dafilog — cubishome.com

Tous droits réservés, y compris de reproduction partielle ou totale, sous toutes ses formes.

Sommaire

Introduction

Dans le livre *Cubi — La monnaie ultra fondante*, j'ai démontré comment le futur pourrait être changé. Dans ce recueil qui l'accompagne, je fais un pas de côté : j'imagine comment le futur pourrait avoir changé.

La nuance n'est pas qu'un jeu de temps grammatical. Elle déplace le regard : il ne s'agit plus de convaincre, mais d'observer ; non plus de démontrer, mais de raconter. Comme le disait Mark Twain — ou Niels Bohr, ou Pierre Dac ; à vrai dire, même connaître le passé n'est pas une science exacte :

« L'art de la prophétie est extrêmement difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir. »

Mais le livre étant celui des preuves, j'ai imposé une règle à ma fiction. Chacune des huit nouvelles qui suivent est construite autour d'un **mécanisme économique précis, démontré dans le livre**, dont elle montre le fonctionnement incarné — dans une décision de politique monétaire, un crédit, une retraite, une boulangerie, une pandémie, un petit pays pionnier, une tentative de fraude, une évaluation scientifique. À la fin de chaque nouvelle, une courte note (« Le mécanisme ») indique le chapitre du livre dont elle est l'illustration. La fiction est ici un banc d'essai : si une scène vous paraît invraisemblable, vous pourrez vérifier si c'est l'écrivain qui a failli — c'est probable, je ne suis pas écrivain — ou si c'est le mécanisme, auquel cas le chapitre correspondant attend votre objection.

Ces textes sont des fragments de futurs possibles. Des instantanés, parfois sérieux, parfois ironiques, souvent un peu des deux. Car si le monde qui vient inquiète, autant l'aborder avec une arme redoutablement sous-estimée : l'humour. Comme le chantait Charles Trenet :

« Il faut garder quelques sourires pour se moquer des jours sans joie. »

Ces sourires n'empêchent pas de penser. Ils aident simplement à continuer.

Marianne, 51 ans, gouverneure

Le premier jeudi du mois, Marianne Keller arrive toujours en avance rue de la Vrillière. Non par zèle : par superstition. Sa grand-mère alsacienne disait qu'on ne décide rien d'important l'estomac vide, et le café de l'Autorité est imbuvable après huit heures.

À neuf heures précises, le Comité de la fonte se réunit. Six membres, un écran, et trois nombres affichés en haut, ceux que toute la France peut consulter en temps réel sur son téléphone : la masse (1 412 milliards de cubis), le flux (141,9 milliards versés le 1^{er}), le taux de fonte (10,0 %).

— Inflation sur douze mois ? demande Marianne.

— 1,4 %, dit Aurélien, le directeur des études. Cœur à 1,2. Rien à signaler côté prix. Mais...

Marianne attend le « mais ». Il y a toujours un « mais », c'est même la fonction d'Aurélien.

— Mais la vitesse de circulation baisse depuis quatre mois. Pas dramatiquement : moins trois pour cent. Les gens gardent leurs cubis un peu plus longtemps. Les encaisses moyennes des ménages sont montées à 3 100.

— La cause ?

— L'incertitude américaine, probablement. Quand les gens ont peur, ils gardent. C'est humain.

Marianne sourit intérieurement. Vingt ans plus tôt, à la BCE où elle avait fait ses classes, la même réunion aurait duré trois jours, mobilisé quarante modèles contradictoires, et accouché d'une décision — monter ou baisser un taux d'intérêt — dont les effets, filtrés par l'humeur des banques, la pente des marchés et le moral des emprunteurs, auraient mis dix-huit mois à atteindre l'économie

réelle, déformés, affaiblis, méconnaissables. On appelait ça la « transmission de la politique monétaire ». C'était le mot poli pour dire : on tire dans le brouillard avec un fusil tordu.

Aujourd'hui, le brouillard est un tableau de bord. Le registre dit tout : combien circule, à quelle vitesse, où ça stagne. Et le fusil tire droit : si le Comité monte la fonte d'un demi-point, chaque solde du pays le sent le mois même, uniformément, et la masse d'équilibre se recalcule toute seule — F divisé par d , une division que la gouverneure de l'Autorité monétaire française peut faire de tête, et c'est très exactement pour cela qu'elle a accepté le poste.

— Propositions ? dit-elle.

— Statu quo, dit Aurélien. La baisse de vitesse est dans la bande de tolérance.

— Hausse d'un demi-point, dit Clara, la plus jeune du Comité. Si les encaisses gonflent, c'est que la fonte ne mord plus assez. À 10,5, on récupère trois mois de vitesse.

— Et on prend trois points d'éditoriaux furieux, dit Aurélien. « L'Autorité confisque l'épargne des Français. » J'ai déjà les titres.

— L'épargne des Français est à 16 800 milliards en actifs et créances, dit Clara. Elle ne fond pas d'un centime. Ce qui fond, c'est la trésorerie qui dort. Les éditorialistes le savent très bien, ça fait quinze ans qu'on l'explique.

— Ils le savent. Ça fait juste de meilleurs titres de l'ignorer.

Marianne laisse le débat tourner. Elle pense au vieux mot de son professeur de Francfort : *une banque centrale, c'est un dieu qu'on supplie*. On suppliait le dieu de baisser les taux, de racheter les dettes, de sauver les banques. Le dieu était discrétionnaire, donc on le suppliait, donc il était politique, donc il mentait un peu, pour

notre bien, avec onction. Elle a connu cette liturgie de l'intérieur. Elle ne la regrette pas.

Elle n'est pas un dieu. Elle est une thermostaticienne. La loi organique lui donne un corridor — la fonte entre 5 et 15, le versement indexé sur la capacité productive, plus ou moins deux points votés par le Parlement — et un mandat d'une simplicité monacale : que les prix tiennent. Tout ce qu'elle décide est public dans l'heure, motivé dans le mois, auditable par n'importe quel étudiant avec un tableur. Le pouvoir a fondu avec la monnaie. Il reste le réglage. C'est moins grisant. C'est mieux.

— On vote, dit-elle. Statu quo contre plus 0,5.

Quatre voix contre deux. Statu quo. Le communiqué part à 11 h 02 : trois nombres inchangés, deux paragraphes d'explication, un graphique de vitesse. À 11 h 09, sa fille lui envoie un message : « T'as encore rien fait, maman ? Petit mois. » Suivi d'un émoji de glaçon qui fond.

L'après-midi, Marianne reçoit une délégation de sénateurs. L'un d'eux, un ancien de l'ère d'avant, élégant et roublard, vient plaider pour une « dotation exceptionnelle » : sa région veut un grand canal, l'enveloppe publique n'y suffit pas, ne pourrait-on pas, hum, créer un petit quelque chose en plus, une seule fois, pour l'investissement, voyez-vous ?

— Bien sûr, dit Marianne aimablement. La procédure existe. Vous déposez une loi de hausse du versement. Si le Parlement vote plus 50 cubis pour l'État, chaque Français touche plus 50 le même mois, la masse d'équilibre monte de 686 milliards... pardon, de 6,86 milliards par point de... — elle fait le calcul, le sénateur la regarde faire le calcul, et c'est précisément ça, le système : *il la regarde faire le calcul* — ...et l'Autorité publiera son avis sur l'effet prix. Tout le monde verra tout. Vous avez la majorité ?

Le sénateur sourit en homme qui sait perdre.

— Vous savez bien que non. Le canal n'est pas si important.

— Alors c'est que le système fonctionne, monsieur le sénateur. Avant, vous l'auriez eu, votre canal. Quelqu'un d'autre l'aurait payé sans le savoir, plus tard, en petite monnaie de pouvoir d'achat. Maintenant, le prix est affiché à l'entrée. C'est toute la réforme, au fond : on a mis des étiquettes.

Le soir, en fermant son bureau, elle jette un dernier œil aux trois nombres. 1 412. 141,9. 10,0. Quelque part dans le pays, soixante-huit millions de personnes n'y pensent absolument jamais — et c'est, de toute sa carrière, la chose dont Marianne Keller est la plus fière.

Le mécanisme : la politique monétaire par les deux paramètres V et d , le corridor légal, la transparence du registre et la fin du financement opaque — chapitres 8, 15 et 16.

Sofia, 39 ans, banquière

Le client de neuf heures porte le bleu de travail des gens qui n'ont pas eu le temps de se changer, et la fierté inquiète des gens qui demandent pour la première fois.

— Donc voilà, dit-il. Le fournil d'à côté ferme, le vieux Brossard prend sa retraite, il me laisse le matériel à 180 000. J'ai 14 000 de côté — enfin, de côté... placés, en parts de la coopérative de crédit, ça ne fond pas, on me l'a bien dit. Et j'ai mon CAP et onze ans de métier.

Sofia Lindqvist a fait quinze ans de banque dans l'ancien monde, à Stockholm puis à Lyon. Elle se souvient du métier d'avant : trois quarts de l'analyse consistait à vérifier si le client *avait déjà* de l'argent — apport, caution, garanties, patrimoine des parents. On prêtait aux gens qui auraient presque pu se passer de nous. Le credo officiel disait « nous finançons les projets » ; le credo réel disait « nous évitons les pauvres ».

— Votre prévisionnel, dit-elle. Le quartier fait vivre une boulangerie ?

— Brossard tournait à 31 000 cubis par mois, je l'ai vu sur le registre des ventes, il me l'a montré. Et le quartier reçoit 2,1 millions de cubis de revenu de base chaque premier du mois. Ça, ça ne s'arrête jamais. Les gens achètent du pain, madame. Même en crise, surtout en crise.

C'est la phrase clé, et Sofia la savoure à chaque fois qu'un client la prononce sans savoir qu'il récite de la macroéconomie : *ça ne s'arrête jamais*. Dans l'ancien monde, la première page de toute analyse de crédit était une hypothèse de conjoncture — et si le chômage monte ? et si le quartier décroche ? Le risque systémique pendait au-dessus de chaque petit dossier. Aujourd'hui, le bas de la

demande est garanti par construction. On ne prête plus en pariant sur la météo : le climat a un plancher.

— Le taux sera de 2,9 %, dit Sofia. Sur dix ans.

L'homme la regarde, méfiant.

— C'est tout ? Mon père a monté son affaire en 2019, il avait payé du 6, et encore, avec la caution de ma grand-mère.

— C'est tout. Je vais vous expliquer pourquoi, parce que vous allez signer pour dix ans et je veux que vous compreniez ce que vous signez. Notre coopérative collecte l'argent des gens qui ont plus de cubis qu'ils n'en dépensent. Garder des cubis coûte 10 % par mois — vous le savez, tout le monde le sait. Donc ces gens nous les confient, et nous, nous les prêtons à des gens comme vous, qui allez les dépenser dès demain chez le vendeur de fours. La fonte, c'est vous qui ne la paierez presque pas : l'argent ne fait que passer chez vous. Nos déposants touchent 1 %, nous prenons 1,9 pour le risque et la boutique. Tout le monde y gagne, parce que le pire placement du monde, c'est le matelas.

— Et si je me plante ?

— Alors vous nous coûterez cher, et c'est pour ça que j'ai passé une heure sur votre prévisionnel au lieu de dix minutes sur le patrimoine de votre grand-mère. Mon métier, monsieur, c'est de juger si *vous* tiendrez un fournil. Plus de juger si votre famille peut épouser. C'est devenu un beau métier, vous savez.

Elle ne lui dit pas le reste — le reste est pour les dîners entre anciens collègues, quand la nostalgie pointe. Elle ne lui dit pas qu'avant, sa banque *créait* l'argent qu'elle prêtait, d'un jeu d'écriture, et que ce privilège prodigieux s'accompagnait d'une servitude prodigieuse : quand la peur venait, tout le système créait moins, tous en même temps, et la peur devenait crise, et la crise donnait raison à la peur. Elle a vécu 2008 en stage, 2020 aux PME, 2031 — la dernière

convulsion de l'ancien régime — aux restructurations. Trois fois elle a vu le robinet se fermer sur des entreprises saines, parce que la monnaie elle-même était procyclique.

Aujourd'hui, la monnaie tombe du premier du mois comme la pluie sur la Bretagne : régulière, insensible aux paniques. Ce qui est procyclique a disparu du cœur du réacteur. Les banques ont perdu la création — Dieu sait qu'elles ont hurlé, elle a hurlé avec elles, elle avait des stock-options — et gagné en échange un monde où l'épargne les supplie de travailler : des fonds prêtables en surabondance structurelle, des marges fines mais stables, et un déversoir infini de projets en bas de l'échelle, tous ces gens qui, pour la première fois dans l'histoire du crédit, ont un *revenu certain* à mettre en face d'une mensualité.

Le taux de défaut de sa coopérative est de 1,1 %. Dans l'ancien monde, sur la même clientèle — apprentis, reconvertis, quartiers — il aurait été de 8, si tant est qu'on leur eût prêté. Ce n'est pas que les gens sont devenus vertueux. C'est qu'on a cessé de leur demander de construire sur du sable : le premier étage de chaque plan de financement, désormais, c'est mille cubis par mois jusqu'à la mort. On bâtit autrement quand le sol porte.

À midi, le boulanger signe. À la rubrique « garanties », le formulaire de l'ancien temps exigeait trois pages. Le nouveau en demande une demi : nantissement du matériel, délégation d'assurance. C'est tout. Sofia appose le tampon de la coopérative — un vrai tampon, en caoutchouc, parfaitement inutile à l'ère du registre, mais les clients aiment le bruit qu'il fait. Elle aussi.

— Une dernière chose, dit le boulanger à la porte. Les 14 000 que j'ai en parts... je les laisse, du coup ? Ça rapporte quoi ?

— 1 %. Et ça finance le prochain fournil, ou la prochaine plombière, ou le prochain food-truck. L'argent qui dort n'existe plus, monsieur. Il n'y a plus que l'argent qui circule et l'argent qui travaille.

— Et l'argent qui fond.

— Seulement celui qui refuse de choisir.

Le mécanisme : la fonte comme moteur de l'offre de fonds prêtables, la baisse du plancher des taux, le revenu universel comme socle de solvabilité, la fin de la création monétaire procyclique — chapitres 3, 8 et 10.

Théo, 67 ans, retraité

Théo Vasseur a pris sa retraite un mardi, parce que le lundi il pleuvait.

C'est sa phrase favorite, celle qu'il ressert à chaque repas de famille, et ses petits-enfants lèvent les yeux au ciel, et il la ressert quand même, parce qu'elle dit tout. Il n'y a plus d'« âge légal ». Il y a un compte, une espérance de vie statistique, et un choix.

Toute sa vie d'avant, Théo a été couvreur, puis formateur en couverture quand les genoux ont dit stop, puis superviseur de drones de chantier quand le métier a basculé — il a appris à quarante-neuf ans à piloter des essaims, lui qui avait appris à dix-sept à porter l'ardoise, et il en tire une vanité égale. À soixante-sept ans, son application affichait trois lignes :

— Revenu de base : 1 240 cubis par mois (le versement avait suivi la capacité productive du pays ; on était loin des 1 000 de 2031), à vie, quoi qu'il arrive.

— Fonds de pension Horizon (le fonds paritaire du bâtiment) : capital 348 000 cubis, soit une rente projetée de 1 760 par mois sur vingt-six ans d'espérance.

— Option : continuer à temps choisi chez Toitures Morel, 900 cubis pour ses deux après-midis de supervision.

Trois lignes. Sa décision tenait dans une addition que son petit-fils de onze ans aurait pu faire. Il se souvenait — vieillesse aidant, il se souvenait de plus en plus, et de plus en plus loin — des soirées de 2023, quand le pays entier était dans la rue pour deux ans d'âge légal. Sa propre manifestation, banderole humide, colère sincère. On leur disait : le système est en déficit. On répondait : on a cotisé. Les deux étaient vrais, et c'était bien le problème : quarante-trois millions de comptes individuels imaginaires dans une caisse

commune réelle, dont le solde dépendait du nombre de bébés de l'année et du taux de chômage de la décennie. Une promesse assise sur une démographie. Les promesses ne font pas des petits ; les démographies non plus, plus assez.

Sa fille Inès, trente-huit ans, ne comprend pas sa nostalgie quand il en parle.

— Mais papa, ton ancien système, c'était quoi, concrètement ? Tu payais pour les vieux de ton époque, et tu *espérais* que les jeunes de maintenant paieraient pour toi ?

— On appelait ça la solidarité entre générations.

— C'était de la solidarité à sens unique différé. Moi je cotise 270 par mois dans mon fonds, je vois mon capital, je vois où il est investi — tiens, regarde, 4 % dans les fermes verticales de Picardie, c'est moi ça, enfin un quatre-millionième de moi — et personne ne pourra me le « réformer » à cinquante-cinq ans. Et le socle, c'est le revenu de base, et lui, il ne dépend pas du nombre de mes enfants. Il tombe parce que la monnaie existe.

— Et si la Bourse s'effondre ?

— Alors mon capital baisse et remonte, comme il a toujours fait sur quarante ans — tu sais que le fonds doit m'afficher la pire décennie historique sur ma projection ? C'est la loi. Et si tout s'effondre vraiment, le socle reste. Toi, dans ton système, si la démographie s'effondrait — et elle s'est effondrée, papa —, qu'est-ce qui restait ?

Théo ne répond pas, parce que la réponse, il l'a vécue : il restait des réformes tous les cinq ans, chacune jurée définitive, chacune reniée. La transition, pourtant, il ne laissera personne dire que c'était indolore. Sa génération charnière a payé double pendant quinze ans — ses cotisations dégressives à l'ancien régime pour honorer les pensions de ses propres parents, plus son fonds naissant. L'État y a englouti l'essentiel de sa marge de dotation, les comptes étaient

publics, on voyait la ligne « extinction répartition » décroître chaque année comme un emprunt qu'on solde. C'était dur, c'était affiché, ça s'achève. Son père a touché sa pension complète jusqu'au bout, rajustée, sans une réforme de plus. C'est la seule promesse de l'ancien monde qui aura été tenue — et il aura fallu changer de monde pour la tenir.

Le mardi de la pluie, donc, Théo a fait glisser le curseur sur « liquidation ». L'application a demandé : rente fixe, rente progressive, ou capital partiel ? Il a pris la progressive — on dépense moins à quatre-vingt-dix ans qu'à soixante-dix, sauf les médicaments, et les médicaments c'est la santé universelle. Total à l'écran : 3 000 cubis par mois pour commencer, hors ses après-midis Morel.

Son voisin Maurice, quatre-vingt-trois ans, est venu boire le café de l'officialisation.

— Trois mille, a soupiré Maurice. Moi en 2031, à la bascule, j'avais une pension de 1 480 euros et la peur au ventre à chaque loi de finances. Tu sais ce qui m'a le plus changé la vie ? Pas le montant. Le fait de ne plus jamais écouter les nouvelles en me demandant ce qu'ils allaient *me* faire.

Théo a hoché la tête. Par la fenêtre, sur le toit d'en face, un essaim de drones posait des ardoises sous l'œil d'une gamine de vingt ans qui pilotait depuis le trottoir, gestes amples, comme une chef d'orchestre. De son temps, à cet âge, il portait quarante kilos dans une échelle. Il a regardé sa rente, la gamine, la pluie qui revenait.

— On dira ce qu'on voudra du nouveau monde, a-t-il dit. Mais il a une qualité que l'ancien n'a jamais eue.

— Laquelle ?

— Il sait compter.

Le mécanisme : retraite à trois étages — revenu de base à vie, capitalisation collective transparente, départ au choix sur espérance de vie — et le coût assumé de la transition — chapitre 18.

Le premier du mois à Aurillac

À minuit et une seconde, le premier mardi d'octobre 2045, soixante-huit millions de téléphones français ont vibré en même temps, et personne ne s'est réveillé. On ne se réveille pas pour la marée.

À cinq heures, Lucie Maleval allume le fournil. Sur l'écran de la caisse, l'historique du mois précédent dessine la courbe que tous les commerçants de France connaissent par cœur et que les économistes appellent, paraît-il, « le profil de marée » : forte première semaine — la dotation vient de tomber —, puis une lente décrue jusqu'au premier suivant. Pas de panique de fin de mois pour autant : la fonte n'a pas de date, elle coule en continu, un tiers de pour cent par jour, tous les jours pareil. On ne fuit pas une échéance ; on a juste appris qu'un cubi qui traîne un mois entier dans un coin du compte vaut un dixième de moins à l'arrivée — alors on s'offre le gâteau du dimanche plutôt que la fonte de tous les jours.

— Tu fais des brioches en plus ? demande Samir, l'apprenti.

— Premier du mois. Quarante de plus. Et tu doubles les flans.

Lucie a repris la boulangerie en 2038 (avec un crédit de la coopérative — 2,9 %, elle s'en souvient, elle avait fait répéter le taux deux fois). Sa comptabilité est d'une simplicité qui aurait fait pleurer son père : pas de TVA à collecter, pas de déclaration trimestrielle, pas d'acompte d'IS. Les prix affichés sont les prix. La fonte ? Elle ne la paie presque pas : ce qui rentre le matin paie la farine de l'après-midi et les salaires du vendredi. Sa trésorerie tourne en onze jours. La fonte est l'impôt des eaux dormantes ; sa caisse est un torrent.

À huit heures, le marché s'éveille autour de la place. C'est ça, le vrai spectacle du premier du mois — pas la ruée, les magazines de Paris en avaient fantasmé une, « LE JOUR OÙ LA FRANCE DÉVALISE

», ça ne s'est jamais produit : on ne mange pas dix baguettes parce que c'est le premier. Non, le spectacle est plus fin : c'est l'*assurance* des gens. La vieille Mme Roux qui prend deux fougasses sans regarder l'étiquette. Le jeune ménage qui commande le gâteau d'anniversaire trois semaines à l'avance. Les terrasses pleines un mardi. La monnaie de base est tombée cette nuit, elle retombera dans trente jours, elle retombe depuis quatorze ans, et cette certitude-là a changé la texture du commerce plus que toutes les zones franches de l'ancien temps : **le bas de la demande ne peut plus casser.**

Lucie l'a vécu en creux, l'hiver 2041, quand l'usine de robotique d'Aurillac a fermé d'un coup — six cents emplois, le genre de choc qui, du temps de son père, tuait une place de marché en dix-huit mois : les licenciés coupent tout, les commerces coupent à leur tour, la peur fait le reste. Cette fois : les six cents ont perdu leurs salaires, pas leurs mille deux cent quarante mensuels, ni leurs assurances complémentaires pour la plupart. Le chiffre de Lucie a baissé de 9 %. Pas de moitié : de 9. Le temps que la moitié des licenciés retrouve ou invente quelque chose — deux ont d'ailleurs ouvert une conserverie qui lui achète ses invendus —, la place a tenu. Les économistes ont un mot pour ça aussi, sa fille le lui a appris pour un exposé : *stabilisateur automatique*. Lucie a un mot plus court : plancher.

À midi, passage de l'inévitable M. Falcone, retraité, ancien expert-comptable, client quotidien et contradicteur officiel de la boulangerie.

— Vous avez vu ? Le Comité n'a pas bougé la fonte. Moi je dis qu'ils auraient dû monter. Les gens regardent, vous savez. Trois nombres, c'est à la portée de tout le monde, c'est bien le problème — de mon temps, la politique monétaire, on avait la décence de n'y rien comprendre.

— Vous me l'avez déjà faite, celle-là, monsieur Falcone.

— Et je vous la referai. Une tradition, c'est un client qui radote. Mettez-moi un flan.

À dix-neuf heures, Lucie fait sa caisse : 1 740 cubis, +22 % sur un mardi normal, profil de marée conforme. Elle vire 800 à la coopérative — son excédent du jour part travailler ailleurs avant de fondre ici, réflexe devenu aussi naturel que fermer le frigo. Sur le trottoir d'en face, l'écran municipal affiche les trois nombres du pays et, dessous, le compteur de la commune : 28,4 millions de cubis versés ce matin aux habitants d'Aurillac. Vingt-huit millions, chaque mois, pour toujours, qui chercheront du pain, des chaussures, des concerts et des flans.

Samir éteint le fournil et regarde le compteur.

— Quand même, dit-il. L'argent qui tombe du ciel.

— Il ne tombe pas du ciel, dit Lucie, qui a lu le livre — le vieux, celui d'avant la réforme, sa mère le lui avait offert. Il tombe du registre, il est détruit aussi vite qu'il est créé — goutte à goutte, dix pour cent par mois, pas un jour de fonte mais une fonte de tous les jours —, alors crois-moi : il ne tombe pas. Il passe. Toute la différence est là, petit. Avant, l'argent était un tas que certains avaient. Maintenant c'est une rivière, et on est tous riverains.

— C'est dans le livre, ça ?

— Non, ça c'est de moi. Mais je devrais le leur envoyer.

Le mécanisme : la vitesse de circulation, le profil de dépense d'une monnaie qui expire (l'effet mesuré par Boehm-Fize-Jaravel), et le revenu de base comme plancher de demande locale et stabilisateur automatique — chapitres 4, 8 et 17.

Journal de la pandémie de 2038

(extraits)

Carnets de Nadia Belkacem, médecin généraliste à Roubaix, retrouvés et publiés avec son accord dans le recueil « Les années H7N9 ». On a conservé l'orthographe des jours de fatigue.

3 février 2038. C'est officiel depuis ce soir : confinement national. Le virus tue trop, trop vite, on n'a pas le choix, comme en 2020. J'ai fermé le cabinet aux visites non urgentes et j'ai pleuré dix minutes dans ma voiture, pas à cause du virus. À cause de 2020. J'étais interne en 2020. Je me souviens de ce qui s'est cassé *autour* de la maladie : les patrons au téléphone à minuit, les serveuses qui pleuraient pour un loyer, le pays suspendu aux conférences de presse pour savoir qui aurait droit à quoi, le « quoi qu'il en coûte » bricolé en trois nuits — généreux, je le reconnais, et chaotique, des trous partout, les extras, les intermittents du rien, les indépendants fraîchement installés, tous ceux qui ne rentraient dans aucune case. On avait inventé en urgence un revenu universel borgne, conditionnel, administré dans la panique, financé par une dette qu'on a traînée dix ans.

4 février. Ce matin, réflexe de vieille : j'ai cherché les annonces d'aides. Il n'y en a pas. Il n'y a *rien à annoncer*. Le premier mars, comme le premier février, comme tous les premiers du mois depuis sept ans, 1 180 cubis tomberont sur chaque compte du pays, confiné ou pas, salarié ou pas, case ou pas. Le ministre l'a dit en une phrase hier soir, presque en passant : « Le socle est garanti par construction, concentrons-nous sur l'hôpital. » Concentrons-nous sur l'hôpital. J'ai relu la phrase trois fois. En 2020, cette phrase était impossible : la moitié de l'énergie du gouvernement partait à colmater l'économie.

11 février. Le cabinet en téléconsultation. Mes patients précaires — j'en ai, Roubaix — sont inquiets du virus, pas du frigo. Mme D., femme de ménage en hôtellerie, tout son secteur à l'arrêt : « Le revenu tient, docteur, l'assurance complète à 60 %, on mangera. Dites-moi plutôt pour ma mère, les poumons. » Je note ça ici parce que c'est clinique : l'angoisse économique est un symptôme que je traitais en 2020 à pleines ordonnances d'anxiolytiques, et il a quasi disparu du tableau. La peur reste — c'est une pandémie — mais elle est *une* au lieu d'être deux.

26 février. Discussion avec mon frère, qui tient sa boîte de menuiserie (quatre salariés). Arrêt quasi total. « Je paie les gars en complément du socle, l'assurance activité couvre, et mon crédit machine est suspendu trois mois — la coopérative l'a proposé d'elle-même, ils ont intérêt, l'argent dort sinon. Je tiens six mois comme ça. En 2020, papa a tenu six semaines. » Notre père a fermé son atelier en juin 2020. Il n'en a jamais reparlé autrement qu'en haussant les épaules, ce haussement d'épaules que je revois à chaque crise.

14 mars. Lu un article d'économie (je lis des articles d'économie maintenant ; la garde de nuit rend bizarre). La consommation a chuté de 28 % — confinement — mais le *flux* monétaire n'a pas bougé d'un cubi : la masse fond et se reconstitue, le plancher de demande est intact, et les cubis non dépensés des confinés refluent en prêts vers les boîtes à l'arrêt. Le système fait en silence, automatiquement, ce que 2020 avait fait à coups de lois d'urgence, de prêts garantis et de cellules de crise : il transvase. L'auteur appelle ça « le stabilisateur intégré ». Il note un chiffre que je recopie pour plus tard : dette publique émise pour cause de pandémie, à ce jour : zéro. Je me souviens des 600 milliards de 2020-2021. Mes étudiants ne me croiront pas.

2 avril. Pic hospitalier. Je n'écris plus beaucoup.

30 mai. Décrue. On rouvre par paliers. Sur la place du marché, samedi, l'impression étrange d'un pays courbaturé mais *entier*. Les commerces ont tenu — pas tous, je ne romance pas : le bistrot de la rue de l'Épeule a fermé, Kamel n'avait plus la force, pandémie ou pas. Mais la rangée de rideaux de fer définitivement baissés de 2021, ce sourire édenté qu'avaient gardé nos rues pendant des années — ça, non. Ça n'a pas eu lieu.

11 juin. Dernière note, pour mémoire, parce que je sens que dans dix ans on trouvera ça normal et qu'il ne faut pas. Une pandémie est passée sur ce pays. Le système de santé a plié, tenu, c'est notre histoire à nous les soignants et on la racontera. Mais l'économie, elle, n'a pas eu *sa* crise en plus de la nôtre. Pas de vague de faillites, pas de génération sacrifiée à l'embauche, pas de dette de guerre, pas de plan de relance à se disputer pendant cinq ans. La catastrophe est restée sanitaire au lieu de devenir totale. Mon vieux maître de stage disait : un bon système de santé, ça ne se voit pas aux miracles, ça se voit aux catastrophes qui n'ont pas lieu. Je crois qu'on a, depuis sept ans, un système monétaire de la même école. Les catastrophes qui n'ont pas lieu ne font pas de mémoires. Alors j'écris celle-ci.

Le mécanisme : le flux de création constant comme stabilisateur automatique absolu — insensible au crédit, à la panique et à la conjoncture —, le reflux de l'épargne forcée vers le crédit, et la crise absorbée sans émission de dette publique — chapitres 3, 8, 17 et 19.

Jónas, 44 ans, Islandais

Les touristes posent toujours la même question, et Jónas Guðmundsson a fini par en faire un numéro. Il gare le minibus au-dessus de Þingvellir, là où la faille sépare les plaques d'Amérique et d'Europe, il laisse le silence faire son travail, et il dit :

— Ici, en 930, nous avons inventé le plus vieux parlement du monde. Et là — il pointe vers le sud, vers Reykjavík sous son ciel de traîne —, en 2029, nous avons inventé la deuxième chose. Vous savez laquelle.

Ils savent. C'est pour ça que la moitié d'entre eux viennent, désormais : l'aurore boréale et la *krónan bráðnandi* — la couronne fondante. Le premier pays.

— Pourquoi nous ? reprend Jónas, parce que c'est la question suivante, toujours. Parce que nous étions le laboratoire parfait, mes amis. Trois cent quatre-vingt-dix mille habitants. Notre propre monnaie — petite, cabossée, mais à nous. Un État entièrement numérisé depuis des lustres. Et surtout, surtout : 2008. Vous êtes trop jeunes. En 2008, nos trois banques avaient un bilan de dix fois notre PIB, et tout s'est effondré en une semaine. Dix fois le PIB ! Nous savions, dans nos os, ce que coûte une monnaie qui n'appartient qu'aux banques. Quand le projet est arrivé au Parlement — un revenu de base en couronnes fondantes, la création partagée entre les gens et l'État, la fonte qui plafonne la masse —, les vieux économistes ont dit : c'est de la folie. Et le pays entier a répondu : *comparée à quoi ?*

Le numéro est rodé, mais le fond est vrai, et Jónas le tient de première main : en 2029 il était guide déjà, et au chômage la moitié de l'année — le tourisme islandais, c'était la saison, puis l'angoisse. L'Alþingi a lancé la réforme par référendum, prudemment : 400 couronnes fondantes par mois d'abord, fonte à 4 %, montée par

paliers votés, chaque palier précédé d'un rapport public de la banque centrale et d'une équipe d'évaluation où, détail qui avait fait sourire le monde entier, siégeaient des chercheurs de quatre pays venus surveiller l'expérience comme on surveille un volcan.

— Et alors ? demande toujours quelqu'un. Ça a marché ?

Jónas sort sa tablette. Il aime les chiffres ; les chiffres, contrairement aux guides, ne brodent pas.

— Inflation moyenne depuis quinze ans : 1,8 %. Nous, les Islandais, on a connu 14 % dans les années 80, 18 % en 2009. Le chômage saisonnier : disparu en tant que drame — la morte-saison est devenue la saison où l'on fait autre chose, regardez les ateliers, les studios, les serres. La couronne fondante circule trois fois plus vite que l'ancienne ; un pays de pêcheurs comprend très bien une monnaie qui ne se stocke pas, on a toujours su que le poisson frais ne attend pas. Et la dette publique... — il ménage sa pause — ...remboursée. Intégralement. En 2041. Premier pays de l'OCDE sans dette. Les Norvégiens ont leur fonds pétrolier, nous on a trouvé moins fatigant : on a arrêté d'emprunter notre propre monnaie.

Dans le minibus, au retour, c'est l'heure des questions sérieuses. Une économiste allemande, toujours — il y a toujours une économiste allemande :

— Les capitaux n'ont pas fui ?

— Où ça ? dit Jónas. La fonte ne touche que les soldes en couronnes. Les actifs islandais — l'hydroélectricité, les fermes géothermiques, les data centers, les quotas de pêche — n'ont jamais autant attiré d'investisseurs : zéro impôt sur les sociétés, ça aide. Ceux qui voulaient des euros ont des euros ; mais pour acheter islandais, payer islandais, embaucher islandais, il faut des couronnes, et les couronnes, il faut les faire tourner. Le mark de votre grand-père ne fondait pas, madame, et pourtant votre grand-père ne dormait pas

dessus : il achetait des machines. Nous, on a juste rendu le matelas officiellement inflammable.

— Et la couronne flotte ? Elle n'a pas coulé ?

— Elle a flotté bas les deux premières années — et nos exportations ont explosé, merci pour elles. Puis elle s'est stabilisée. Une monnaie dont la masse est plafonnée par la loi et publiée chaque soir, ça finit par inspirer une confiance assez bête : on sait *exactement* combien il y en aura. Citez-moi une autre devise dont on peut dire ça.

Le soir, Jónas dîne chez sa sœur Björk, qui dirige une conserverie à Akranes. Le sujet du moment, en Islande comme partout : la délégation française repartie la veille — la huitième en deux ans. Les grands pays font tous leur pèlerinage maintenant, depuis que le chômage technologique mord chez eux pour de bon.

— Ils ont demandé quoi, cette fois ? dit Björk.

— Comme d'habitude. Si c'était transposable à soixante-dix millions. Je leur ai dit ce qu'on dit toujours : la fonte, c'est de l'arithmétique, l'arithmétique ne connaît pas la taille du pays. Ce qui ne se transpose pas, c'est le courage du premier pas. Ça, on ne l'exporte pas. Mais on le prête volontiers en exemple.

Björk lève son verre.

— Au plus vieux parlement du monde.

— Et à la plus jeune monnaie, dit Jónas. Qu'elle fonde longtemps.

Le mécanisme : la stratégie du premier pays — petit, souverain monétairement, numérisé, échaudé par une crise bancaire —, la montée paramétrique par paliers votés et évalués, le flottement, l'attractivité fiscale et l'extinction de la dette — chapitres 17 et 19.

Viktor, 35 ans, optimisateur

Viktor Lemaire se présente comme « conseiller en architecture de trésorerie ». Sa mère dit « fiscaliste », par habitude. Son ex dit « fraudeur », par rancune. Les trois se trompent légèrement, et Viktor vit très bien dans la marge d'erreur.

Son métier est né avec la réforme : aider ceux qui détiennent beaucoup de cubis à en perdre le moins possible. À l'école de commerce, ses professeurs d'optimisation fiscale formaient encore des artistes du millefeuille — holdings néerlandaises, prix de transfert, management packages. Tout cet art est mort avec les impôts qu'il contournait. Reste la fonte : 10 % par mois sur tout solde. Une cible unique, énorme, parfaite. Viktor a cru, à vingt-cinq ans, qu'il deviendrait riche en la perçant.

Dix ans plus tard, il reçoit ses clients dans un bureau correct, pas plus, et il commence tous ses rendez-vous par la même phrase, qu'il facture 300 cubis :

— Je vais d'abord vous dire ce qui ne marche pas, ça nous fera gagner du temps à tous les deux.

Le client du jour est un héritier de la logistique, trésorerie familiale pléthorique, l'air gourmand de celui qui a « entendu parler d'un truc ».

— Le coffre de billets, commence Viktor. Premier réflexe de tout débutant. Il n'y a pas de billets, monsieur. Pas de coupures, pas de cash, rien à enterrer dans le jardin. La fonte vit sur le registre et tout le cubi vit sur le registre. Suivant : *je convertis tout en euros, ou en francs suisses, ou en or*. Légal, libre, et faisable en trente secondes — allez-y. Vous savez ce que vous aurez fait ? Une opération de change. Vous aurez vendu vos cubis à quelqu'un qui en voulait — probablement pour payer des salaires ou une usine — et vous

détiendrez un actif en devise, avec son risque de change, son rendement de 2 %, et zéro pouvoir d'achat domestique. Le jour où vous voudrez payer quoi que ce soit en France — et vous vivez en France, vos camions roulent en France —, vous rachèterez du cubi, au prix du jour. Vous n'aurez pas échappé à la fonte : vous aurez payé un péage aller-retour pour la contourner pendant que votre argent travaillait pour le système bancaire suisse. Mes condoléances.

— Mais alors, le coup de la facturation anticipée ? Mon cousin dit que...

— Votre cousin a lu un forum. Payer ses fournisseurs d'avance pour raccourcir son temps de détention : oui, ça se fait — c'est même excellent pour vos fournisseurs, qui héritent du solde *et de sa fonte*, laquelle coule en continu, je vous le rappelle : pas de date à jouer, chaque jour de détention coûte son tiers de pour cent, à vous ou à celui à qui vous l'avez refilé. Ils vous factureront l'escompte en sens inverse. La fonte est comme la patate chaude : on peut la passer, on ne peut pas la faire disparaître, et le marché a appris à facturer le temps de détention au dixième de point. Croyez-moi, j'ai écrit la moitié des barèmes d'escompte de la place.

— Les stablecoins cubis ? Les jetons adossés ?

— Article 3 de la loi organique : tout solde sur le registre fond, et un jeton « adossé au cubi » est adossé à un solde qui fond. L'émetteur répercute. Il y a eu des malins, en 2032 — le jeton NeoCubi, « le cubi qui ne fond pas ». Pyramide classique : ils payaient la fonte des anciens avec les dépôts des nouveaux. Vingt-deux mois d'existence, quatre mises en examen. La fonte a ceci de cruel qu'elle est *arithmétique* : moins 10 % par mois, ça ne se cache pas longtemps, ça se voit dans les comptes, comme une fuite dans une piscine.

L'héritier s'agace.

— Donc on ne peut rien faire ?

— Si. On peut faire ce que le système veut que vous fassiez, et le faire *bien* — c'est mon vrai métier, le reste c'est du folklore pour cousins. Votre trésorerie d'exploitation, on la calibre au plus juste : flux tendus, paiements cadencés, pas un cubi qui dorme plus de huit jours — je vous fais gagner l'équivalent de 0,9 % de votre chiffre annuel rien qu'en cadence. L'excédent structurel : créances courtes, fonds monétaires de prêt, parts de coopératives — du 1 à 3 % au lieu de moins dix par mois. Le patrimoine long : actifs, comme tout le monde, et là je vous présente mes collègues gestionnaires qui, eux, ont pignon sur rue. Voilà. C'est légal, c'est optimal, et c'est... — il a un petit geste des deux mains, presque d'excuse — ...c'est exactement ce que ferait n'importe qui de raisonnable sans me payer.

— Alors pourquoi je vous paie ?

— Pour la vitesse, monsieur. Le système ne récompense plus la dissimulation, il récompense la rotation. Je suis ce que la réforme a fait des fiscalistes : un professeur de circulation.

Le soir, Viktor retrouve ses anciens camarades de promo au bar des Douanes — le nom fait toujours rire. Léa est aux impôts fonciers (« le dernier vrai impôt, mes amis, le sol ne se délocalise pas, je suis indéboulonnable »), Marc audite les barèmes carbone, et Tomás, le plus brillant d'entre eux, celui qui structurait des montages luxembourgeois à six étages, dirige maintenant la trésorerie d'un groupe hospitalier.

— Vous vous rendez compte, dit Tomás au troisième verre, de ce qu'on nous a fait ? Toute notre intelligence, on l'avait mise à déplacer des assiettes fiscales dans le noir. Des années d'études pour ça. Ils ont allumé la lumière et supprimé les assiettes. Il ne reste qu'une règle, une seule, visible de tous : *ce qui dort fond*. Tu

ne peux pas frauder une règle que tout le monde voit s'appliquer à tout le monde en temps réel. Tu peux juste... être rapide.

— C'est ce que je facture, dit Viktor.

— C'est ce qu'on facture tous. — Tomás lève son verre, mi-figue. — À la seule niche fiscale survivante, messieurs-dames : la compétence.

Le mécanisme : pourquoi les contournements échouent — pas de billets (ch. 7), conversion en devises = simple change qui transfère le solde (ch. 16, 21), jetons adossés = fonte répercutée, anticipation de paiement = fonte transférée et tarifée — et pourquoi la seule « optimisation » possible, accélérer la rotation, est précisément l'objectif du système — chapitres 8, 12 et 21.

Lina, 48 ans, économiste

Discours de réception du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, Stockholm, 10 décembre 2045. Version française, archives du comité.

Majestés, Mesdames et Messieurs,

On me remet ce prix pour « l'évaluation causale des régimes monétaires à destruction programmée ». C'est un titre très digne. Entre nous, on me le remet pour avoir passé quatorze ans à essayer de prouver qu'une idée était fausse, et avoir échoué avec un niveau de significativité remarquable.

Je dois commencer par un aveu. En 2031, jeune maîtresse de conférences, j'ai signé avec quarante collègues une tribune intitulée « La monnaie fondante : une faute économique ». Nous y annoncions, avec l'assurance de notre corporation : la fuite générale vers l'euro, l'effondrement du crédit, l'inflation à deux chiffres, et la ruine de l'épargne populaire. J'avais des modèles. Ils étaient élégants. J'étais sûre.

Puis l'Islande est passée à l'acte, et la France a lancé son pilote d'Aurillac, et il s'est produit ce qui se produit toujours quand le réel entre dans la pièce : il n'avait lu aucun de nos modèles.

La science, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas d'avoir raison. C'est d'être réfutable, et de tenir le registre de ses réfutations. Alors j'ai fait la seule chose honorable : j'ai pris mes quatre prédictions de 2031 et j'en ai fait mon programme de recherche. Quatorze ans, six pays, onze articles, et les meilleures données dont une économiste monétaire ait jamais disposé — car c'est l'ironie de ce régime : un système monétaire né d'un registre public est un système qui livre ses microdonnées à la science en temps réel. Mes prédécesseurs estimaient la vitesse de circulation par des proxys trimestriels

agrégés ; mes doctorants l'observent transaction par transaction. Nous sommes passés de l'astronomie à l'œil nu au télescope spatial, et je veux croire que cela excuse en partie les erreurs de l'œil nu.

Voici donc, en quatre points, ce que disent quatorze ans de données — non pas « ce que je crois », ce que disent les coefficients, avec leurs écarts-types, publiés, répliqués, disputés.

La fuite. Nous prédisions la substitution générale vers les monnaies non fondantes. Mesure : les encaisses domestiques en devises des ménages français sont passées de 2,1 % à 3,4 % des actifs liquides pendant la transition, puis sont *redescendues* à 2,6 %. La détention de cubis s'est calée presque exactement sur les besoins de transaction — médiane : 26 jours de dépenses. Les agents ne fuient pas une monnaie qui fond ; ils cessent simplement d'en faire un grenier, ce qui était, je dois le reconnaître, écrit en toutes lettres dans la *Théorie générale*, chapitre 23, que j'avais lu trop vite.

Le crédit. Nous prédisions sa contraction. Mesure : le volume de crédit aux PME, en part du PIB, a augmenté de 31 % en dix ans, et son coût moyen a baissé de 180 points de base. Le mécanisme, mes étudiants de première année savent désormais le réciter : la fonte est une taxe sur l'option d'attendre, et le crédit est la façon dont les détenteurs de cette option s'en débarrassent. Nous l'avions modélisé comme un choc de coût ; c'était un choc d'offre de fonds prêtables. Le signe de l'effet était dans nos équations. Nous avons choisi la mauvaise.

L'inflation. Nous prédisions sa dérive. Mesure, sur quinze ans et trois pays : moyenne de 1,7 %, écart-type *inférieur de moitié* à celui de l'ère du ciblage par les taux. Je souligne ce second chiffre, car c'est lui, la découverte : nous pensions que la discrétion des banques centrales était la source de la stabilité ; il apparaît qu'elle était aussi une source de variance. Une masse à point fixe est un ancrage

d'anticipations d'une qualité que nous n'avions jamais pu observer, pour une raison simple : il n'avait jamais existé.

L'épargne populaire. Nous prédisions sa ruine. Mesure : le patrimoine financier médian — médian, pas moyen, c'est toute la différence — a augmenté de 64 % en termes réels en quinze ans, porté par la capitalisation par défaut et par un phénomène que nous n'avions tout simplement pas dans nos modèles : des dizaines de millions de personnes qui, recevant pour la première fois un flux certain, ont pu *commencer* à épargner. Nous avons modélisé la fonte comme une taxe sur l'épargne des pauvres. Les pauvres n'avaient pas d'épargne à taxer ; ils avaient une absence d'épargne, que le système a comblée. Notre erreur n'était pas économétrique. Elle était sociologique : aucun des quarante signataires de la tribune de 2031 n'avait jamais eu un solde de fin de mois négatif.

Reste ce que les données ne tranchent pas encore, et je le dis ici parce qu'un prix Nobel sert à financer le doute : nous ne savons pas comment ce régime vieillira face à une vraie crise de change mondiale ; nous ne savons pas si la pression foncière restera contenue hors des métropoles ; nous ne savons pas ce que trois générations feront d'un monde où le travail est un choix — les enfants du socle ont vingt ans, leurs enfants nous le diront. La controverse n'est pas finie. Elle est juste devenue empirique, ce qui est la seule manière convenable, pour une controverse, d'être.

Je terminerai par une dette. L'homme qui a poussé cette idée dans le débat public n'était pas des nôtres. C'était un informaticien, un autodidacte de l'économie, et nous l'avons traité comme notre corporation traite les autodidactes — par le sourire. Dans son livre, il avait écrit, en s'excusant presque : « Si vous êtes économiste et que vous lisez ces lignes, peut-être que cette étincelle est en train de mettre le feu à votre plume. » Monsieur, où que vous soyez : ça a pris quatorze ans, la plume a d'abord servi à écrire contre vous, et

c'est ainsi que la science vous a rendu le plus bel hommage dont elle soit capable. Nous avons tout essayé pour vous réfuter.

Merci.

Le mécanisme : l'ensemble du livre — soumis, comme promis au chapitre 22, à la seule juridiction qui compte : la réfutation empirique organisée.